

FEDERATION DEPARTEMENTALE ADMR DU LOIRET

32 bis Rue de Bagneaux
45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

FEDERATION DEPARTEMENTALE ADMR DU LOIRET

32 bis Rue de Bagnaux
45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DEPARTEMENTALE ADMR DU LOIRET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

En application de la loi, nous vous signalons que les autres documents sur la situation financière ne nous ont pas été communiqués. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 15 juin 2026

IN EXTENSO AUDIT CENTRE OUEST

Sébastien OBITZ

Commissaire aux comptes Associé

Signé par Sébastien Obitz
Le 15 juin 2026

In Extenso
signature électronique

doc_Ev8J
tx_wrO7xz9Jyg85

Asso / Etbs :	Arrêté
Fédération ADMR du Loiret	31/12/2025
Préparé par	Date
FF	11/06/2026

Actif Bilan	Brut	Dépréciation	31/12/2025	31/12/2024	%V° 25/24	V° 25/24
ACTIF IMMOBILISE						
Frais d'établissement	0	0	0	0		
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement	0	0	0	0		
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	13 349	-13 349	0	0		
Autres immobilisations incorporelles	10 000	0	10 000	10 000	-	-
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	11 922	0	11 922	0		
Ss tot Immos Incorporelles	35 272	-13 349	21 922	10 000	+119,2%	11 922
Immobilisations corporelles						
Terrains	46 293	0	46 293	46 293	-	-
Constructions	751 067	-377 654	373 412	397 296	-6,0%	-23 883
Installations techniques, matériel et outillage industriels	569	-569	0	0		
Autres immobilisations corporelles	513 452	-486 548	26 903	43 503	-38,2%	-16 599
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0		
Ss tot Immos Corporelles	1 311 381	-864 772	446 609	487 091	-8,3%	-40 482
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées	0	0	0	0		
Autres titres immobilisés	15	0	15	15	-	-
Prêts	34 478	0	34 478	34 478	-	-
Autres	6 088	0	6 088	11 012	-44,7%	-4 924
Ss tot Immos Financières	40 581	0	40 581	45 505	-10,8%	-4 924
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	1 387 233	-878 121	509 112	542 596	-6,2%	-33 484
Comptes de liaison	0	0	0	0		
TOTAL COMPTES DE LIAISON (II)	0	0	0	0		
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et encours	0	0	0	0		
Créances						
Créances clients, usagers et comptes rattachés	239 683	0	239 683	245 366	-2,3%	-5 683
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0		
Autres créances	3 187 120	0	3 187 120	2 953 284	+7,9%	233 836
Charges constatées d'avance	1 731		1 731	4 691	-63,1%	-2 960
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0		
Instruments de trésorerie	0	0	0	0		
Disponibilités	380 144	0	380 144	16 292	+2 233,3%	363 853
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	3 808 679	0	3 808 679	3 219 633	+18,3%	589 046
Frais d'émission des emprunts (IV)	0		0	0		
Primes de remboursement des emprunts (V)	0		0	0		
Ecart de conversion Actif (VI)	0		0	0		
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	5 195 912	-878 121	4 317 791	3 762 229	+14,8%	555 562

IN EXTENSO

Asso / Etbs :
Fédération ADMR du Loiret

Arrêté
31/12/2025

Passif Bilan	31/12/2025	31/12/2024	%V° 25/24	V° 25/24
FONDS PROPRES				
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>				
Fonds propres statutaires	0	0		
Fonds propres complémentaires	158 023	158 023	-	-
Ss tot Fonds propres sans droit de reprise	158 023	158 023	-	-
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>				
Fonds propres statutaires	0	0		
Fonds propres complémentaires	0	0		
Ecarts de réévaluation	0	0		
Ss tot Fonds propres avec droit de reprise	0	0		
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0		
Réserves pour projet de l'entité	684 289	382 179	+79,0%	302 110
<i>Dont réserves des activités soc. et médico-sociales ss gestion contrôlée</i>	434 602	382 179	+13,7%	52 423
Autres réserves	0	249 688		
Report à nouveau	-322 403	-322 403	-	-
<i>Dont report à nouveau des activités soc. et médico-soc. ss gestion contrôlée</i>	-258 669	-258 669	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	46 902	52 423	-10,5%	-5 521
Ss tot Réserves	408 788	361 887	+13,0%	46 902
SITUATION NETTE (Sous-total)	566 811	519 910	+9,0%	46 902
Fonds propres consommables	0	0		
Subventions d'investissement	992	2 335	-57,5%	-1 344
Provisions réglementées	0	0		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	567 803	522 245	+8,7%	45 558
Comptes de liaison	0	0		
TOTAL COMPTES DE LIAISON (II)	0	0		
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0		
Fonds dédiés	0	0		
TOTAL REPORTES ET DEDIES (III)	0	0		
PROVISIONS				
Provisions pour risques	11 000	15 000	-26,7%	-4 000
Provisions pour charges	0	0		
TOTAL PROVISIONS (IV)	11 000	15 000	-26,7%	-4 000
DETTES				
Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)	541	0		
Emp. & dettes / Ets Credit (6)	584 320	449 038	+30,1%	135 282
Emp. & dettes fin. divers	400	625	-36,0%	-225
Dettes fournisseurs	133 450	69 254	+92,7%	64 196
Dettes des legs ou donations	0	0		
Dettes fiscales et sociales	332 779	261 315	+27,3%	71 465
Dettes sur immobilisations	0	0		
Autres dettes	2 687 498	2 444 752	+9,9%	242 746
Instruments de trésorerie	0	0		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL DETTES (V)	3 738 988	3 224 983	+15,9%	514 004
Ecart de conversion passif (VI)	0	0		
TOTAL GENERAL PASSIF IN EXTENSIO	4 317 791	3 762 229	+14,8%	555 562

Asso / Ets :	Arrêté
Fédération ADMR du Loiret	31/12/2025
Préparé par	Date
FF	18/05/2026

COMPTE DE RESULTAT RÉSUMÉ	31/12/2025	31/12/2024	%V°2025/2024	V°2025/2024
Produits d'exploitation	2 914 336	2 852 470	+2,2%	61 866
Charges d'exploitation	-2 851 531	-2 775 120	+2,8%	-76 411
Résultat d'exploitation (I)	62 805	77 350	-18,8%	-14 545
Produits financiers	539	176	+207,3%	364
Charges financières	-16 443	-18 895	-13,0%	2 452
Résultat financier (II)	-15 903	-18 719	-15,0%	2 816
Produits exceptionnels	0	7 511		
Charges exceptionnelles	0	-13 719		
Résultat exceptionnel (III)	0	-6 208		
Participation des salariés	0	0		
Impôts	0	0		
EXCEDENT ou DEFICIT (I + II + III)	46 902	52 423	-10,6%	-5 521

IN EXTENSO

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2025	31/12/2024	%V°2025/2024	V°2025/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations		2 390 791	2 327 283	+2,7%	63 507
Ventes de biens et services		0	0		
- Ventes de biens		0	0		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		0	0		
- Ventes de prestations de service		0	0		
<i>dont parrainage</i>		0	0		
Produits de tiers financeurs		399 094	384 033	+3,9%	15 061
- Concours publics et subventions d'exploitation		399 094	384 033	+3,9%	15 061
<i>dont contributions financières des autorités de tarifications</i>		391 508	376 050	+4,1%	15 458
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		0	0		
- Ressources liées à la générosité du public		0	0		
<i>Dons manuels</i>		0	0		
<i>Mécénats</i>		0	0		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		0	0		
- Contributions financières		0	0		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		4 000	25 098	-84,1%	-21 098
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0	0		
Utilisations des fonds dédiés		0	0		
Autres produits		120 452	116 056	+3,8%	4 395
<i>Produits d'exploitation (I)</i>		2 914 336	2 852 470	+2,2%	61 866
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats de marchandises		0	0		
Variation de stock		0	0		
Autres achats et charges externes		1 035 828	1 034 267	+0,2%	1 561
Aide financières		0	0		
Impôts, taxes et versements assimilés		118 279	123 078	-3,9%	-4 799
Salaires		1 179 713	1 115 281	+5,8%	64 432
Cotisations sociales		448 189	434 242	+3,2%	13 947
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		40 482	49 473	-18,2%	-8 990
Dotations aux provisions		0	15 000		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		0	0		
Reports en fonds dédiés		0	0		
Autres charges		29 040	3 780	+668,2%	25 260
<i>Charges d'exploitation (II)</i>		2 851 531	2 775 120	+2,8%	76 411
<i>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</i>		62 805	77 350	-18,8%	-14 545
PRODUITS FINANCIERS					
De participation		0	0		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0		
Autres intérêts et produits assimilés		539	176	+207,3%	364
Reprises sur dépréciations et provisions		0	0		
Différences positives de change		0	0		
Produits des immobilisations financières cédées		0	0		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0		
<i>Produits financiers (III)</i>		539	176	+207,3%	364
CHARGES FINANCIERES					
Dotations aux amortissements et provisions		0	0		
Intérêts et charges assimilés		16 443	18 895	-13,0%	-2 452
Différences négatives de change		0	0		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		0	0		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières.		0	0		
<i>Charges financières (IV)</i>		16 443	18 895	-13,0%	-2 452
<i>RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)</i>		-15 903	-18 719	-15,0%	2 816
<i>RÉSULTAT COURANT (I-II+III-IV)</i>		46 902	58 631	-20,0%	-11 729
<i>Produits exceptionnels (V)</i>		0	7 511		
<i>Charges exceptionnelles (VI)</i>		0	13 719		
<i>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</i>		0	-6 208		
<i>Participation des salariés (VII)</i>		0	0		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>		0	0		
<i>Total des produits (I+III+V)</i>		2 914 875	2 860 157	+1,9%	54 719
<i>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</i>		2 867 974	2 807 734	+2,1%	60 240
<i>EXCÉDENT ou DEFICIT</i>		46 902	52 423	-10,5%	-5 521

Dons en nature	0	0		
Prestations en nature	0	0		
Bénévolat	0	0		
<i>Contributions volontaires en nature</i>	0	0		
Secours en nature	0	0		
Mise à disposition gratuite de biens	0	0		
Prestations en nature	0	0		

IN EXTENSO

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2025	31/12/2024	%V°2025/2024	V°2025/2024
Bénévolat		0	0		
	Charges des contributions volontaires en nature	0	0		

IN EXTENSO

**ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2025****PREAMBULE**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 sont caractérisés par les données suivantes :

• Total du bilan :	4 317 791	€
• Total des produits d'exploitation :	2 914 336	€
• Résultat comptable de l'exercice (Excédent « + »)	46 902	€

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, l'exercice précédent clos le 31 décembre 2024 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de la Fédération arrêté par le Conseil d'Administration de la Fédération en date du 28 avril 2026.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Fédération. Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

INFORMATION GENERALES**1. Objet social de la Fédération**

La Fédération Départementale soutient les associations locales ADMR du département du Loiret en définissant les orientations communes aux structures du réseau, en termes de qualité globale de l'offre (améliorer la satisfaction des personnes aidées), de ressources humaines (veiller à la bonne adéquation entre les compétences des salariés et les besoins existants) et de gestion financière (veiller à l'encadrement des dépenses et privilégier la mutualisation à l'échelle du réseau).

La Fédération Départementale représente et accompagne les associations locales. Elle mutualise un certain nombre de fonctions pour le compte des Associations : gestion administrative, gestion des ressources humaines, service juridique, service comptable et expertise, service qualité/communication/développement, organisation de formations, soutien aux intervenants et aux responsables des associations... Elle veille au bon fonctionnement des Associations du réseau ADMR du Loiret.

IN EXTENSO

2. Nature et périmètre des activités / missions sociales réalisées

La fédération réalise notamment les actions suivantes :

- fédérer les associations du département, adhérentes à l'Union nationale et agréées par celle-ci, existantes ou à créer ;
- susciter et aider à la création de nouvelles associations d'aide à domicile ;
- apporter aux associations un soutien technique et effectuer des travaux administratifs et comptables pour le compte des associations ;
- représenter les associations ainsi que les membres associés auprès des organismes officiels et des pouvoirs publics du département ;
- veiller (par tout moyen statutaire et le cas échéant juridictionnel) au respect, par les associations affiliées au mouvement ADMR, des statuts, du règlement intérieur, des orientations et du projet associatif ainsi que des engagements et conventions de l'Union nationale ;
- dans le strict respect du projet politique de l'ADMR, de ses modes d'organisation et en particulier du développement de la vie associative locale, solliciter des autorités administratives compétentes, les autorisations et agréments nécessaires à l'ouverture des services et établissements médico-sociaux, dont elle délèguera la gestion aux associations locales ;
- fournir aux associations gestionnaires des services et établissements médico-sociaux, des services communs d'ordre administratif, comptable et juridique, et assurer leur contrôle budgétaire et financier ;
- former et informer les bénévoles des associations et de la fédération ;
- assurer ou faciliter le recrutement et la formation initiale et permanente des personnels d'intervention, pour le compte des associations locales ;
- développer par l'intermédiaire des associations locales un climat familial et intensifier la solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes et les quartiers.

3. Moyen mis en œuvre

Les ressources de la fédération comprennent :

- les cotisations des associations locales et des membres associés dont les taux sont fixés chaque année par le Conseil d'administration et adoptés par l'assemblée générale.
- les participations financières aux services assumés par la fédération,
- les subventions et concours publics,
- les collectes et les dons manuels dans le cadre du mécénat,
- et toutes autres perceptions autorisées par la loi.

IN EXTENSO

FAITS MARQUANTS

1. Faits marquants de l'exercice

- Dans un contexte de difficultés économiques ayant affecté l'activité de la fédération, une réorganisation des fonctions administratives a été engagée, conduisant à la mise en œuvre de licenciements pour motif économique. Cette situation a entraîné une majoration des charges de personnel en 2025, liée au versement des indemnités de licenciement, au règlement des soldes de tout compte ainsi qu'aux versements complémentaires dus à France Travail. Ces éléments ont pesé sur la masse salariale de l'exercice 2025. Leur caractère non récurrent devrait toutefois permettre une diminution significative de ces charges dès l'exercice 2026.
- Afin de faire face au besoin en fonds de roulement de la fédération, des prêts ont été alloués par deux fédérations ADMR de la région centre. Les sommes suivantes ont été versées en janvier 2025 :
FD 28 : prêt de 125 000 €
FD 37 : Prêt de 100 000€
- La régularisation des contrats de location des véhicules professionnels a donné lieu à un ajustement rétroactif des loyers, générant un complément de facturation de 77 110,17 €. Un échéancier de règlement a été négocié avec le bailleur sur une période de cinq mois, s'étendant de fin 2025 à début 2026.
Cette révision se traduit par une revalorisation des loyers futurs, entraînant une augmentation de 26 % des échéances mensuelles.

2. Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes.

- L'absence du salarié référent en charge de la gestion de la paie a nécessité l'externalisation du traitement des paies des professionnels de terrain. Cette mesure engendre une charge supplémentaire récurrente de 2 800 € par mois entre janvier et septembre 2026, représentant un coût complémentaire estimé à 26 K€ sur cette période.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. Réglementation comptable

Les comptes de l'exercice 2025 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence et sont présentés conformément aux règles générales applicables résultant :

- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.
- Du règlement ANC n° 2019-04, du 08 novembre 2019, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

IN EXTENSO

- Du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L. 312-1 du CASF

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : Continuité de l'exploitation, Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits aux comptes de résultat sont inscrits sans compensation.

2. Dérogations aux principes comptables

Aucune dérogation aux principes comptables

3. Changements comptables

A- Changement de réglementation comptable

La Fédération applique au 1er janvier 2025 le nouveau règlement comptable N°2022-06 du 04 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers.

Les incidences de l'application de ce nouveau règlement sur la présentation du bilan et du compte de résultat résultent essentiellement des reclassements liés à la modification du plan de comptes (comptes et rubriques supprimés, reclassés, renommés.).

B- Autres changements comptables

Néant

4. Principales méthodes retenues

A- Méthodes d'évaluations, d'amortissements et de dépréciations de l'actif immobilisé

1. Les immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et leur amortissement est calculé en fonction de leur durée probable d'utilisation.

Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations se résument comme suit :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 30 ans
Logiciels et licences	Linéaire	1 à 3 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

2. Immobilisations financières

IN EXTENSO

Les immobilisations financières figurent à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport le cas échéant et concernent notamment des prêts efforts construction et des dépôts de garantie.

B- Précisions sur certains postes de l'actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et Incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

C- Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant

1. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

D- Fonds propres

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

E- Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Les contributions financières accordées par l'autorité de tarification
- Les contributions financières pour le renouvellement des immobilisations (Art D 314-206 du CASF)
- Subventions d'exploitation,
- Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Ce tableau est présenté au chapitre « Informations relatives aux postes du bilan , section « fonds dédiés ».

F- Provisions pour risques et charges

1. Principes généraux

IN EXTENSO

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'entité a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

2. Indemnité de fin de carrière

La convention collective de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile prévoit le versement d'une indemnité due en cas de départ volontaire ou de mise à la retraite dans les conditions légales.

Compte tenu de l'ancienneté moyenne du personnel, les engagements liés à ces indemnités au 31 décembre 2025 sont évalués à 101 781 €. L'association a décidé de ne pas provisionner d'Indemnité de Fin de Carrière.

Cette provision prend en compte différents critères suivant :

Convention collective applicable	BAD
Âge légal de départ en retraite retenu	65 ans
Taux d'actualisation	3,6%
Hypothèses de turnover	Faible/moyen
Evolution des rémunérations	1,2%

3. Autre provision pour risques et charges

En vertu du principe de prudence il a été constitué une provision pour couvrir toutes les charges et les risques ayant un degré suffisant de probabilité à la fin de l'exercice. Le détail de cette provision est indiqué dans la partie « Tableau de variation des provisions ».

G- Cotisations

Les cotisations appelées par la fédération sont des cotisations avec contrepartie qui permettent d'assurer les charges de la fédération et le coût de fonctionnement des services communs au réseau départemental.

Les cotisations sont calculées comptabilisées en produit lors de la clôture.

H- Contributions volontaires en nature

La Fédération a décidé de ne pas valoriser les contributions volontaires en nature pour les raisons suivantes :

- Le bénévolat et des contributions volontaires, effectués à titre gratuit, dont bénéficie la fédération, correspondent à des tâches administratives, de terrain, d'accompagnement, de lien social, membres du CA, de formateurs...
- Le nombre d'acteurs bénévoles intervenant à travers notre Fédération est connu, mais à ce jour, il est impossible d'approcher avec suffisamment de fiabilité les heures effectivement

IN EXTENSO

misés à disposition de la Fédération et donc, de valoriser ces contributions volontaires en nature. En effet, certains bénévoles interviennent à titre tout à fait régulier, d'autres plus ponctuellement et de façon épisodique, en fonction des besoins locaux de nos structures et de nos entités.

IN EXTENSO

INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

1. Actif Immobilisé

A- Valeur brute

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS					
N° de compte Immobilisations		Brut 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Brut 31/12/2025
			Acquisitions Vir. poste à poste	Sorties Vir. poste à poste	
201	Frais d'établissement	0	0	0	0
Sous Total 1		0	0	0	0
203	Frais de Recherche et de Développement	0	0	0	0
20	Autres immobilisations incorporelles	23 349	11 922	0	35 272
Sous Total 2		23 349	11 922	0	35 272
Total Immobilisations incorporelles		23 349	11 922	0	35 272
211	Terrains	46 293	0	0	46 293
212	Agencements et aménagements des terrains	0	0	0	0
213	Constructions	751 067	0	0	751 067
2135	Installations générales, agencés des constructions	0	0	0	0
215	Installations techniques, matériels et outillages	569	0	0	569
2182	Matériels de transport	137 598	0	0	137 598
2183	Matériels de bureau et matériels informatiques	105 125	0	0	105 125
2184	Mobilier	49 800	0	0	49 800
231	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
238	Avances et acomptes sur immobilisations	0	0	0	0
21	Autres immobilisations corporelles	220 929	0	0	220 929
Total Immobilisations corporelles		1 311 381	0	0	1 311 381
Total Immobilisations corporelles & incorporelles		1 334 730	11 922	0	1 346 652
26	Participations et créances rattachées	0	0	0	0
27	Prêts et autres immobilisations financières	45 505	0	0	40 581
Total Immobilisations financières		45 505	0	0	40 581
TOTAL		1 380 235	11 922	0	1 387 233

B- Amortissement

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS					
N° de compte Immobilisations		Amort. 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Diminutions des sorties	Amort. 31/12/2025
2801	Frais d'établissement	0	0	0	0
2803	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
280	Autres immobilisations incorporelles	13 349	0	0	13 349
Total Amortissements immos. incorporelles		13 349	0	0	13 349
2811	Terrains	0	0	0	0
2812	Agencements et aménagements des terrains	0	0	0	0
2813	Constructions sur sol propre	353 771	23 883	0	377 654
2814	Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0
2815	Installations techniques, matériels et outillages	569	0	0	569
	dont : Matériels de transport				
	Matériels de bureau				
	Matériel informatique				
2818	Autres immobilisations corporelles	469 949	16 598	0	486 548
Total Amortissements immos. corporelles		824 289	40 481	0	864 772
TOTAL		837 639	40 481	0	878 121

IN EXTENSO

2. Actif Circulant

A- Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES			
ETAT DES CRÉANCES	Montant Brut	à - 1 an	à + 1 an
Créances rattachées à des participations	0		
Comptes de liaison	0		
Autres immobilisations financières	15		15
Clients et redevables	239 683	239 683	
Clients douteux	0	0	
Autres créances		0	
- Personnel et comptes rattachés	788	788	
- Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
- Avances et acptes sur cmde	9 553	9 553	
- Autres créances et produits à recevoir	3 176 779	3 176 779	
Charges constatées d'avance	1 731	1 731	
TOTAL	3 428 549	3 428 534	15

B- Précisions sur autres créances :

Les autres créances sont essentiellement constituées des créances envers les associations du réseau et des produits à recevoir liés aux remboursements de formation et le solde de la dotation complémentaire 2025.

3. Fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES						
	A l'ouverture 31/12/2024	Affectation du Résultat	+	-	Reclassements	A la clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	158 023					158 023
Fonds propres avec droit de reprise	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	631 867	52 423				684 289
Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée	382 179	52 423				434 602
Report à nouveau	-322 403					-322 403
Dont report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	-258 669					-258 669
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	52 423	-52 423	46 902			46 902
Dont résultat des activités sous gestion contrôlée						
Situation Nette	519 910	0	46 902	0	0	566 811
Fonds propres comptables	0					0
Subventions d'investissement	2 335			1 344		992
Provisions réglementées	0					0
TOTAL	522 245	0	46 902	1 344	0	567 803

IN EXTENSO

4. Tableaux de variation des Fonds dédiés

TABLEAU DES FONDS DÉDIÉS							
Variation des fonds dédiés issus de :	A L'OUVERTURE 31/12/2024	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE	
			Montant Global	--> Dont rembour sements		Montant Global 31/12/2025	Dont fonds liés à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
-							
Contributions financières des autorités de tarif. /gestionnaires d'ESSMS							
-							
Contributions financières d'autres organismes							
-							
Total Fonds dédiés	0	0	0	0	0	0	0

Il n'y a pas de fonds dédiés comptabilisés au 31/12/2025.

5. Tableau de variation des provisions

TABLEAU DES PROVISIONS					
		Prov. 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Prov. 31/12/2025
141	Provision règlementée destinées à renforcer le BFR	0	0	0	0
1421	Provision règlementée pour renouv. Immobilisation	0	0	0	0
145	Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
14861	Provision règlementée s/ plus values nettes d'actif	0	0	0	0
14862	Provision règlementée s/ produits financiers	0	0	0	0
Total provisions réglementées		0	0	0	0
1511	Provisions pour litiges	0	0	0	0
1514	Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
1518	Autres provisions pour risques	15 000	0	4 000	11 000
1521	Provision pour pensions et obligations similaires	0	0	0	0
1523	Provision pour impôts	0	0	0	0
1527	Autres provisions pour charges	0	0	0	0
1528	Provision pour charges sur legs ou donation	0	0	0	0
Total provisions pour risques et charges		15 000	0	4 000	11 000
29	Dépréciation des immobilisations	0	0	0	0
39	Dépréciation des stocks et en cours	0			0
49	Dépréciation des comptes de tiers	0			0
59	Dépréciation des comptes financiers	0			0
Total provisions pour dépréciations		0	0	0	0
TOTAL		15 000	0	4 000	11 000

IN EXTENSO

6. Etats des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES				
ÉTAT DES DETTES	Montant Brut	à - 1 an	à + 1 an - 5 an	à + 6 an
Emprunts obligataires	541	541		
Emprunts et dettes Ets de crédit	584 320	74 854	231 326	278 140
Emprunts et dettes financières divers	400	400		
Comptes de liaison	0	0		
Fournisseurs	133 450	133 450		
Personnel et comptes rattachés	138 055	138 055		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	173 090	173 090		
État	21 634	21 634		
Fournisseurs d'immos. et comptes rattachés	0	0		
Autres dettes	2 687 498	2 687 498		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL	3 738 988	3 229 522	231 326	278 140

Emprunts souscrits durant l'exercice	225 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice	89 718

Les autres dettes sont essentiellement constituées des dettes envers le CSE et d'une entreprise partenaire.

7. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant €
Remboursements formations	26 964
Dotation complémentaire 2025	37 875
Total	64 839

8. Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant €
ICNE	541
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 169
Dettes sociales	201 747
Dettes fiscales	20 784
Total	242 242

9. Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance	Charges €	Produits €
NSI MODELE COMMUN	1 020	
Serveur HP	712	
Total	1 731	0

IN EXTENSO

INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation des produits

Les produits de la fédération comprennent :

- les cotisations des associations locales et des membres associés dont les taux sont fixés chaque année par le Conseil d'administration et adoptés par l'assemblée générale.
- les participations financières des associations aux services assumés par la fédération,
- les subventions,
- et toutes autres perceptions autorisées par la loi.

2. Composition du résultat financier

Le résultat financier est essentiellement composé des intérêts des emprunts.

3. Composition du résultat exceptionnel

Il n'y a pas de résultat exceptionnel au 31/12/2025.

4. Effectifs

Effectif en ETP	Effectif personnes physiques au 31/12
26	33

5. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevée à 0 €.

6. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8 962,8 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre de la certification des comptes : 8 962,8 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services autre que la certification des comptes : 0 €.

IN EXTENSO

AUTRES INFORMATIONS

1. Avals, garanties et cautions

Les garanties suivantes ont été fournies pour couvrir les emprunts :

- Un privilège de prêteur de deniers en 1er rang à hauteur de 187 500 euros et une garantie hypothécaire en 1er rang pari-passu à hauteur de 162 500 euros. Le solde de l'emprunt correspondant est de 148 765,14€ au 31/12/2025 ;
- Un privilège de prêteur de deniers en 1er rang à hauteur de 187 500 euros et une garantie hypothécaire en 1er rang pari-passu à hauteur de 162 500 euros. Le solde de l'emprunt correspondant est de 164 783,39€ au 31/12/2025 ;

2. Crédit-bail

Il n'y a pas de crédit-bail au 31/12/2025.

IN EXTENSO